

Communiqué de presse

Saint-Denis, le 10 novembre 2020

L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE À LA RÉUNION

UNE FILIÈRE D'AVENIR QUI DISPOSE D'ATOUTS ET BÉNÉFICIE D'UN CONTEXTE FAVORABLE

Après deux études sur l'économie verte et l'économie bleue à La Réunion, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) continue de s'intéresser aux leviers de croissance du territoire avec une nouvelle étude consacrée à l'économie numérique. Cette étude présente la place de la filière dans l'économie réunionnaise et ses atouts.

Un secteur jeune qui prend de l'ampleur

Le numérique est régulièrement présenté comme un secteur d'avenir, au cœur des plans stratégiques et des projets de développement. Il figure ainsi dans le Livre Bleu Outre-mer comme un outil de désenclavement et d'essor. L'économie numérique se développe à La Réunion depuis quelques années. En 2019, elle emploie 4 000 personnes dans le secteur privé et compte plus de 1 500 entreprises, en grande majorité des très petites structures sans salarié. Elle s'organise autour d'une association, Digital Réunion, dont la stratégie est de faire de La Réunion un hub majeur du numérique entre l'Europe et l'Afrique. Ce dynamisme lui permet de se démarquer au niveau national en obtenant le label French Tech et de rayonner au niveau international.

La filière numérique réunionnaise est jeune et pas encore aussi dynamique que ce que l'on peut observer en France métropolitaine. En dix ans, les effectifs de la filière ont augmenté de 10 % à La Réunion contre 20 % en métropole. Le secteur de la programmation et du conseil est le plus dynamique en termes d'emploi, avec un doublement des effectifs en dix ans, tandis que le secteur des télécommunications, premier employeur de la filière, a plutôt tendance à stagner. La part des effectifs du numérique dans l'emploi salarié privé est de 2,5 % à La Réunion en 2019 contre 3,7 % en France métropolitaine hors Ile de France.

Un contexte et un environnement favorable au développement de la filière

Toutefois, le territoire bénéficie d'atouts indéniables pour permettre à l'économie numérique de progresser rapidement. La Réunion a misé sur le développement massif et rapide du réseau 4G ainsi que de la fibre optique et devance de loin les autres régions ultramarines en la matière. Ainsi, 88% des abonnements très haut débit de l'Outre-mer ont été souscrits à La Réunion.

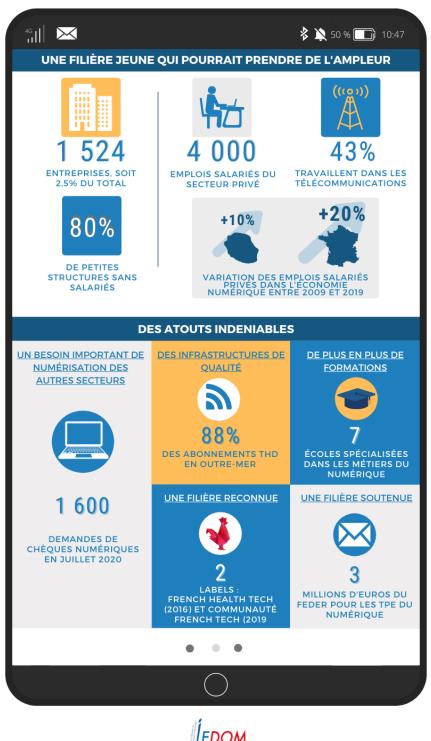
Le secteur bénéficie d'un soutien public non négligeable. Les aides gouvernementales et régionales, les fonds européens ou les aides ponctuelles comme celles accordées par Bpifrance encouragent le développement des entreprises du secteur et la réalisation de projets d'envergure. De plus, on observe une dynamique importante ces dernières années en matière de formation. Plusieurs écoles spécialisées dans les métiers du numérique ont ainsi ouvert leurs portes à La Réunion et devraient former les premières générations de diplômés locaux.

En parallèle du développement de l'économie numérique réunionnaise, les secteurs traditionnels entament leur transformation digitale. La Réunion accuse un certain retard en la matière et les marges de progressions sont importantes. Là aussi, la volonté publique est d'encourager et faciliter ces évolutions, d'autant plus que la période de confinement liée à l'épidémie de Covid-19 a mis en exergue la nécessité de cette transformation. L'offre renforcée des chèques numériques proposée par la Région a ainsi connu un franc succès pendant cette période.



L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE À LA RÉUNION

Une filière d'avenir qui dispose d'atouts et bénéficie d'un contexte favorable





Pour lire https://www.iedom.fr/la-reunion/publications/etudes-thematiques/

L'IEDOM assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint Barthélemy et Saint-Martin, dont la monnaie est l'euro. Société immatriculée au RCS Paris, il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

> Les publications de l'IEDOM sont téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr. Contact presse: etudes-reunion@iedom-reunion.fr ou par tél.au 02 62 90 71 23